



Grands Angles

La Sicile contre la Mafia 2/2

Le «pizzo» ne passera pas



Un peuple qui paie le pizzo (l'impôt de la mafia) est un peuple sans dignité, proclame l'affiche. Puis en haut, un jeu de mot sur pizzo, qui veut aussi dire dentelle. Le seul «pizzo que nous voulons». www.addiopizzo.org

Le mouvement Addiopizzo, lancé par des étudiants proches des milieux alter, tente de convaincre commerçants et industriels de ne plus céder au racket, source de financement de Cosa Nostra.

Par Marc SEMO

QUOTIDIEN : Mardi 11 juillet 2006 - 06:00

Palerme envoyé spécial

C'était juste quelques gouttes de colle à prise rapide. Manière de bloquer l'interphone d'Amarcord, petite pension installée au premier étage d'un immeuble du centre de la capitale sicilienne. Ailleurs, il aurait cru à une mauvaise plaisanterie. Mais Maurizio Vara, le patron de l'hôtel, a compris l'avertissement : la mafia le sommait de payer le *pizzo*, son impôt. Une situation tristement banale en Sicile, comme dans les autres régions du sud de l'Italie où règne la criminalité organisée. Mais, à la différence de la plupart de ses pairs, Maurizio Vara a décidé de prévenir la police. Depuis cet après-midi du 12 mai 2006, la pension est discrètement surveillée et, fait exceptionnel, la chambre de commerce a pris en charge l'installation de caméras de sécurité. «*Je ne veux pas céder, car je sais de ma propre expérience que c'est un engrenage qui peut détruire l'oeuvre d'une vie*», soupire le petit homme.

Retour en arrière. Il y a deux ans, un groupe d'étudiants lançait le mouvement Addiopizzo, pour organiser commerçants et consommateurs contre un racket mafieux qui touche, selon les autorités, 80 % des magasins et des entreprises de Palerme. Le pourcentage est plus faible en centre-ville, mais, dans les quartiers populaires et à la périphérie, tous versent leur écot. Même les immigrés chinois payent leur obole. *«Cosa Nostra prélève sa dîme aussi bien sur le petit livreur de pizza ou le vendeur à la sauvette que sur l'homme d'affaires réalisant des contrats publics pour des dizaines de millions d'euros ; même les mafieux paient le pizzo au clan concerné quand ils font une affaire hors de leur propre fief»*, explique Fausto Amato, avocat spécialisé dans la défense de victimes de la mafia.

Adhérent d'Addiopizzo de la première heure, Maurizio Vara était, dans une vie antérieure, associé à son frère, prospère patron de la Cogevar. Installée dans la zone industrielle de Termini Imerese, à une vingtaine de kilomètres de Palerme, cette petite entreprise métallurgique d'automation comptait vingt salariés à temps plein, des contrats de sous-traitance pour Fiat et un chiffre d'affaires qui avoisinait en 1999 les 2 milliards de liras (à peu près 1 million d'euros). Cette année-là, par une belle matinée de juin, deux hommes font irruption dans le bureau de Vara en disant simplement : *«Il est temps de te mettre en règle.»* Puis ils tourment les talons. Ni nom, ni contact, ni numéro de téléphone, mais le message est clair. Maurizio Vara s'informe auprès de boutiquiers et entrepreneurs voisins, qui lui désignent l'intermédiaire travaillant pour la famille mafieuse contrôlant la zone. *«La somme exigée était dérisoire, à peine 5 millions de liras [2 600 euros], et nous nous sommes dit avec mon frère que cela ne valait pas la peine de se créer des problèmes. D'autant qu'en payant nous aurions la garantie de la tranquillité. Mais nous ne savions pas que c'était juste le prix du ticket d'entrée»*, soupire l'ex-patron.

Les racketteurs imposent l'embauche de leurs «amis»

Mois après mois, les exigences financières augmentent. Les racketteurs prennent du matériel et exigent que la Cogevar réalise gracieusement des chantiers pour des entreprises «amies». Ils imposent ensuite une première embauche pour *«un ami»*, puis une demi-douzaine d'autres. *«Les ouvriers écoutaient leurs ordres et c'était impossible de travailler»*, raconte Maurizio Vara. Il tente alors de résister. En janvier 2001, un incendie criminel dévaste ses bureaux. Une nouvelle fois, il cède. Le 16 juin 2002, il est convoqué par la mafia à un rendez-vous dans une bergerie. *«Ils me font monter en voiture, et là je comprends qu'ils veulent le contrôle total de mon entreprise. Je comprends qu'ils vont me tuer»*, raconte Maurizio Vara. Il saute du véhicule. Il reste terré deux jours chez lui, à Termini Imerese. Puis, finalement, décide de porter plainte. Craignant d'être abattu sur le trajet le menant aux carabinieri, il prend son fusil, se retrouve inculpé de port d'arme prohibé, puis est finalement relaxé.

Dans une ville où, depuis toujours, tous sont résignés à l'impôt mafieux, l'irruption d'Addiopizzo a eu l'effet d'un électrochoc. Les autocollants sont apparus pour la première fois à l'aube du 29 juin 2004, un bon millier, avec un liseré noir comme pour les avis de décès et un slogan cinglant : *«Un peuple entier qui paie le pizzo est un peuple sans dignité.»* Les affiches ne sont pas signées, personne ne sait qui peut avoir fait ça. Emoi général. La préfecture convoque une réunion d'urgence. A gauche, certains pensent à une provocation. Deux jours plus tard, un long texte publié dans le *Giornale di Sicilia* et une interview collective dans les pages locales de *La Repubblica* lèvent le voile. Addiopizzo se veut un mouvement de *«consommateurs critiques»* inspiré du modèle du commerce équitable. *«S'il est vrai que huit commerçants sur dix paient l'impôt mafieux, cela veut dire qu'on engraisse Cosa Nostra à chaque achat, d'où l'idée d'organiser un réseau de consommateurs et commerçants refusant cet état de fait»*, explique Vittorio Greco, jeune professeur d'histoire, créateur du slogan choc et fondateur du mouvement avec six copains. Tous, peu ou prou, sont originaires de la classe moyenne éduquée. Tous ont le cœur à gauche et des expériences dans les mouvements alter. L'idée d'Addiopizzo est née par hasard, alors qu'ils pensaient ouvrir un pub, tout en s'interrogeant sur leur attitude quand la mafia viendrait exiger sa dîme. Maintenant, ils sont une centaine d'étudiants impliqués dans le mouvement, sans leader ni porte-parole déclaré, *«par volonté démocratique et pour éviter de créer une personnalité symbole qui deviendrait une cible»*. Ils recueillent les signatures de consommateurs (déjà 7 500) et les adhésions de commerçants, actuellement au nombre de 104 (1). Une goutte d'eau dans une ville de 1 million d'habitants, avec des dizaines de milliers d'activités commerciales.

«C'est pourtant une véritable révolution culturelle», se réjouit Pina Grassi, veuve de Libero Grassi. Cet entrepreneur avait été abattu par Cosa Nostra en août 1991, pour avoir refusé l'impôt mafieux et l'avoir revendiqué dans une lettre ouverte au *Corriere della Sera*. Pendant des années, elle avait continué ce combat en solitaire et voit aujourd'hui ces jeunes *«comme [ses] petits-enfants»*. A la différence de précédents mouvements de lutte contre la mafia, Addiopizzo ne se limite pas à une posture déclamatoire mais veut agir concrètement. Certes, dans la liste publiée par l'association, figurent surtout des boutiques bio, des librairies alternatives, des cafés littéraires et autres commerces de niche épargnés généralement par les racketteurs, mais aussi quelques restaurants et hôtels dont Amarcord, l'établissement de Maurizio Vara.

Les juges n'hésitent plus à inculper les commerçants payeurs

Lentement, il semble toutefois que le mouvement s'étende. Certains commerçants contactent directement l'association par téléphone ou sur l'Internet, mais, le plus souvent, le recrutement s'opère par le bouche à oreille. Ensuite, le nouvel adhérent signe un «contrat» symbolique où il s'engage à ne jamais payer et à dénoncer toute tentative d'extorsion de fonds. Une trentaine de nouveaux dossiers d'adhésion sont examinés par la *«commission de garants»*, qui n'hésite pas à

demander des informations complémentaires aux experts de la lutte antiracket. *«Il s'agit d'éviter à tout prix les infiltrations mafieuses, et ce risque est bien réel»*, reconnaît Vittorio Greco. Dans une conversation enregistrée par la police, Nino Rotolo, un des parrains arrêtés le 20 juin dernier, conseillait au propriétaire d'une grosse boutique d'électroménager qui payait régulièrement le pizzo d' *«adhérer à une association antimafia spécialisée afin de détourner les soupçons»*.

Les enquêtes contre les racketteurs se sont multipliées ces dernières années avec toujours plus d'efficacité, notamment grâce aux enregistrements des micros espions et à la collaboration de mafieux repentis. Les juges n'hésitent plus à inculper pour *«complicité»* les entrepreneurs ou les commerçants payeurs qui continuent à nier l'évidence. La lutte contre l'impôt mafieux représente en effet un enjeu crucial. *«Le pizzo assure les fonds de roulement de Cosa Nostra. Il permet, dans les zones des différentes familles, d'entretenir les emprisonnés et leurs proches, mais aussi de verser les salaires des hommes de l'organisation, voire d'accumuler des capitaux pour se lancer dans d'autres activités encore plus lucratives»*, explique un policier de la brigade mobile. Pour les adjudications de travaux publics et tout ce qui concerne les affaires avec les administrations, le montant de la «taxe» est fixe : 3 % de la valeur du contrat. Pour les autres activités, cela peut se négocier autour de ce pourcentage. Il y a des rabais pour ceux qui rendent des services, a fortiori les entrepreneurs «amis», ou au contraire des pénalités. *«L'organisation mafieuse fonctionne comme un Etat, avec ses règles, son territoire, sa population. Au-delà même de ses aspects financiers, l'impôt permet à Cosa Nostra de rappeler sa présence et de montrer sa puissance»*, explique Maurizio De Lucia, magistrat spécialisé depuis dix ans dans la lutte contre le racket. Domenico De Marchi, un repentí, avait illustré en 2004 avec force détails comment il travaillait dans le vieux Palerme. Comment tous étaient sollicités, *«sans aucun favoritisme»*, à l'exception des boutiques appartenant au parrain du coin ou celles tenues par *«des proches de policiers ou de carabinieri»*.

Des numéros verts pour dénoncer les tentatives d'extorsion

«La lutte ne peut être menée seulement par la répression policière. Le changement des consciences comme la reconquête politique et sociale du territoire sont indispensables. D'où l'importance d'Addiopizzo ou d'autres mouvements spontanés similaires», insiste le magistrat. Les choses ont commencé à changer. *«Un commerçant ou un entrepreneur peut désormais, sans courir de grands risques, refuser de payer, car, pour éviter les problèmes, la mafia préfère aller ailleurs»*, explique le gérant d'un magasin de décoration proche du théâtre Politeama, dans le centre élégant de la ville. Ici, tous sont organisés depuis deux ans pour résister, mais sans aucune publicité, afin d'éviter des représailles entraînées par un défi ouvert au pouvoir des boss.

Face à cela, les organisations professionnelles et la chambre de commerce restent très prudentes. En parole, elles appellent à refuser le racket et ont créé des numéros verts où les victimes peuvent dénoncer les tentatives d'extorsion. Jamais, pourtant, leurs dirigeants ne se sont clairement engagés. Ils suivent les humeurs de leur base, qui préfère, par peur ou intérêt, trouver *«des arrangements»*. *«Les relations entre les hommes sont depuis toujours fondées sur le compromis»*, soupire un coiffeur du quartier de Ballero, près du tribunal. Il a un sourire las. *«Ici, c'est comme une tour de Babel où chacun clame sa propre vérité.»*

<http://www.liberation.fr/transversales/grandsangles/192566.FR.php>

© Libération